SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 9 MARS 1848.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi qui établit un cens électoral uni- forme pour la nomination des Membres de la Chambre des Représentants.

(Voir les Nos 145 et 148 de la Chambre des Représentants, et le n^o 93 du
Sénat.)

MESSIEURS,

Le Congrès constituant de la Belgique qui a établi notre pacte fondamental sur des bases si larges et si libérales, a compris, qu'on ne pouvait d'un seul jet pourvoir à tous les besoins, et prévoir toutes les améliorations qui seraient réclamées par le temps et par l'expérience; il a donc, sur certaines matières, posé de grands principes, et donné au pouvoir législatif, le moyen de les développer sans être obligé de toucher à la Constitution.

C'est ainsi, que les bases du système électoral ont été établies dans l'article 47 de la Constitution. Le maximum du cens a été fixé à cent florins, et le minimum à vingt florins. C'est en vertu de cet article 47, que la loi du 3 mars 1831 a fondé le système qui nous régit : le cens d'éligibilité varie de 20 florins à 80, selon les lieux et les populations.

Ainsi donc, la Constitution avait prévu que le chiffre du cens électoral devait être variable en raison des temps et des circonstances; et une latitude assez large a été donnée au pouvoir législatif pour le fixer selon que l'expérience en ferait sentir la nécessité.

Depuis 17 ans, nous avons mis à l'essai notre loi électorale du 3 mars 1831. Nous avons reconnu que si elle avait suffi aux besoins du moment, le mouvement progressif des idées faisait sentir la convenance d'y apporter certaines modifications : l'opinion publique se prononçait à cet égard et les esprits les plus éclairés étaient portés à penser que le temps était venu de faire droit à ces réclamations.

Aussi le Ministère, en prenant le pouvoir, après les élections du 8 juin, avait-il annoncé, qu'une loi serait présentée pour modifier celle du 3 mars 1831, et en effet, il a tenu sa parole en proposant l'adjonction des capacités, aux listes électorales. Ce projet rencontra des contradicteurs, en ce qu'il présentait des inégalités et des exceptions, et ne faisait droit qu'aux réclamations de quelques classes de la société. On l'aurait peut-être cependant accepté comme une amé-

lioration et un pas fait en avant. Les personnes qui pensaient que la question du cens n'était pas mûre et qu'il fallait n'arriver que graduellement au chiffre minimum de 20 florins, penchaient vers l'adoption de l'adjonction des capacités.

Mais, Messieurs, depuis la présentation de ce projet, les circonstances sont bien changées, nous avons vieilli d'un siècle en quinze jours. Nos institutions ont subi une épreuve qui est des plus concluantes et ne laisse rien à désirer ; au dehors on les apprécie et on porte envie à toutes les libertés consacrées par notre Constitution. Au milieu de l'agitation qui nous entoure de toute part, nous jouissons de la paix la plus profonde. L'esprit d'ordre, de calme et d'union qui anime tous les citoyens, a prouvé que les Belges sont mûrs pour toutes les libertés. La nation a donné au Gouvernement les marques de la confiance la plus absolue. Le Gouvernement a pensé qu'il fallait rendre confiance pour confiance, il a cru, qu'appeler un plus grand nombre de personnes à prendre part au mouvement politique, c'était augmenter le nombre des défenseurs de nos lois, et accroître l'attachement de tous pour nos institutions.

Mû par ces motifs, il a présenté le Projet de Loi qui vous est soumis.

Nous devons vous dire, Messieurs, que votre Commission s'associe à toutes les idées qui ont amené le Gouvernement à faire cette présentation. Nous pensons que ce projet est préférable à celui qui proposait seulement l'adjonction des capacités, il est établi sur des bases plus larges et plus libérales.

Quelques personnes ont cru que l'égalité du cens pouvait être nuisible à l'intérêt des campagnes, qui ne serait plus suffisamment représenté ; nous ferons remarquer à cet égard que les collèges électoraux des grandes villes envoient bien souvent aux Chambres Législatives, des propriétaires fonciers, et que beaucoup de chefs-lieux de districts électoraux ont peu d'industries et de commerce et ne peuvent guère y envoyer que des représentants des intérêts agricoles.

En un mot, Messieurs, nous pensons qu'il y a lieu d'adopter la loi qui nous est soumise. Nous en avons la confiance, elle resserrera les liens qui unissent la nation au Gouvernement. La Belgique ne déviera pas de ses honorables précédents ; en cette circonstance, comme en toute autre, elle prouvera qu'elle sait unir la sagesse à la liberté.

A l'unanimité, nous vous proposons l'adoption du Projet de loi.

CHRISTYN Comte DE RIBAU COURT.

Le Vicomte DESMANET DE BIESME.

DINDAL.

Le Duc D'URSEL.

DUMON-DUMORTIER, Rapporteur.